

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Christophe Jaffrelot
(séance du lundi 18 juin 2012)

Jean-Claude Casanova: J'aurai trois questions à vous poser.

Si le pays est corrompu, pourquoi la Justice ne l'est-elle pas ?

Est-ce qu'à l'intérieur des castes apparaissent des élites politiques, c'est-à-dire une sorte de partition entre élite éduquée et électeurs de base ?

Est-ce qu'en dépit de l'alternance se dessinent des lignes persistantes et constantes de la politique étrangère indienne ?

Réponse: Il ne faut pas faire preuve d'angélisme, la corruption commence à gagner la Justice. Néanmoins, la très grande majorité des juges reste admirablement intègres face à des hommes politiques et des hommes d'affaires dont la puissance permettrait d'acheter toutes les compromissions. Je ne trouve pas d'autre explication à ce phénomène que la conscience professionnelle, entretenue par une excellente formation et une longue tradition qui remonte aux Britanniques.

La caste, assurément, génère des élites. Celles-ci ont tendance à s'émanciper de leurs mandants et à se constituer en professionnels de la politique. Mais lorsque ces élites s'éloignent trop de leur base, elles finissent par être remplacées par d'autres. Cela est particulièrement patent parmi les Dalits (ex-intouchables).

Il existe un consensus indien en matière de politique étrangère. Sans doute peut-on percevoir de temps à autre des inflexions, mais le cap est maintenu. L'Inde de Nehru, l'Inde du non-alignement se retrouve assez bien dans l'Inde d'aujourd'hui. Certes, le pays s'est rapproché des États-Unis, mais il conserve fièrement son indépendance nationale. L'Inde est un pays qui s'est toujours refusé à se lier les mains par des alliances - il leur préfère des partenariats. En fait, c'est l'évolution du monde qui, de loin en loin, explique les inflexions de la politique étrangère indienne. Ainsi, après l'effondrement de l'URSS New Delhi a dû trouver un autre parrain. Et il n'y a pas eu de retour en arrière depuis. Le parti du Congrès, à partir de 1991, a œuvré au rapprochement avec les États-Unis et cette décision, qui était en fait une réaction, n'a jamais été remise en cause par quiconque depuis lors.

*

* *

Jean-David Levitte : La tentation est grande de faire un parallèle avec le grand voisin chinois. Si les taux de croissance en Chine sont toujours de deux ou trois points supérieurs à ceux de l'Inde, la dernière décennie a été marquée, comme vous l'avez rappelé, par une croissance remarquable de l'économie et de la démocratie indiennes. D'aucuns ont cru que l'Inde était en train de rattraper la Chine et qu'elle finirait par donner une leçon de réussite démocratique à son grand voisin. Mais, depuis quelque temps, il semble que tous les freins inhérents à la démocratie agissent de concert. On peut citer les procédures judiciaires qui bloquent régulièrement la construction d'infrastructures ou encore, au sein du Parti du Congrès, les débats sans fin qui aboutissent à une paralysie relative du système.

Êtes-vous optimiste sur la capacité de la démocratie indienne à donner des leçons à la Chine ?

Réponse : Dans le long terme, je suis confiant car l'Inde a l'avantage de ne pas avoir à mettre en accord son libéralisme économique et son système politique, à la différence de la Chine qui fait le grand écart entre le libéralisme économique - porté par des cadres en partie formés aux États-Unis - et un régime autoritaire intransigeant. Mais avant le long terme, il y a le court terme! Or, je me demande s'il n'y a pas aujourd'hui en Inde une sorte de désillusion démocratique suscitée par la classe politique, à la fois corrompue et divisée en factions - et en régions. Cette classe politique pousse en fait la classe moyenne issue de la croissance à se prononcer en faveur du « consensus de Pékin », c'est-à-dire à préférer un autoritarisme politique qui garantirait la croissance au libéralisme politique de l'Inde actuelle.

*
* *

Yvon Gattaz : En tant que chef d'entreprise, j'ai prospecté l'Inde très tôt afin de voir s'il serait possible d'y développer le secteur de l'électronique. Étonné par le fait que les entreprises étrangères ne s'installaient pas en Inde, j'ai fait le pari qu'une implantation dans ce pays serait couronnée de succès et Radiall a ainsi ouvert une usine à Bangalore en s'associant à un jainiste tout à fait intègre et digne de confiance. Mais nous avons vite constaté que, si nos collaborateurs indiens étaient honnêtes, s'ils étaient très bons dans les bureaux d'étude et s'ils faisaient preuve d'une grande imagination créatrice, ils étaient de mauvais commerçants car ils donnaient l'impression de ne pas avoir envie de vendre ce qu'ils produisaient.

Ne pensez-vous pas que les religions en Inde soient un frein à l'initiative économique ? Par ailleurs, pourquoi les Indiens sont-ils d'excellents chercheurs et de mauvais commerçants ? Enfin, croyez-vous que les bas coûts de production en Inde vont durer, contrairement à ce qui se passe en Chine, ce qui amène aujourd'hui des chefs d'entreprise occidentaux à vouloir transférer leurs usines vers l'Inde ?

Réponse : Il y a dans l'hindouisme quelque chose qui ressemble à cette éthique protestante dont Max Weber fait la matrice de l'esprit du capitalisme en Europe. Les *vaishyas*, ont vocation à travailler avec l'argent ; c'est là leur *Beruf*. Tout comme Max Weber dit que le protestant qui réussit dans le monde se sent désigné par le doigt de Dieu, un *vaishya* doit réussir - notamment en faisant preuve d'esprit d'entreprise - car il y est voué par la caste dans laquelle il est né. Je ne crois donc pas qu'il y ait incompatibilité entre religion et initiative économique. En revanche, le cloisonnement social en castes peut constituer un frein dans la mesure où la mobilité sociale n'est pas naturelle.

En ce qui concerne la Chine, l'évolution démographique va se traduire par une raréfaction de la force de travail qui entraînera une augmentation des coûts. La question est bien sûr de savoir si l'Inde va en tirer parti. Il faudrait, pour cela, qu'elle lève deux hypothèques.

Le premier est que l'Inde ne forme pas suffisamment d'ingénieurs dans les hautes technologies, notamment l'informatique, un des moteurs de sa croissance - si bien que les taux de rémunération risquent de s'envoler en raison de la pénurie de main d'oeuvre dans ce secteur.

Le deuxième *caveat* concerne la main-d'œuvre manufacturière. L'Inde compte 60% de paysans, soit environ 650 millions de personnes, qui vont tôt ou tard se déverser en nombre croissant dans les villes. Si ces paysans y arrivent sans aucune formation, il risque d'en résulter de ne pas trouver d'emploi - en tout cas de peser sur la productivité.

Pour lever cette hypothèque, l'Inde doit investir dans l'éducation et la formation - ce qu'elle n'a pratiquement pas fait. Aujourd'hui l'éducation de qualité est surtout privée et fort chère. Seuls 7% des jeunes d'une classe d'âge accèdent à l'enseignement supérieur.

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Vous avez cité Louis Dumont. Sa pensée reste-t-elle centrale ou seulement marginale dans vos analyses ?

Réponse : Louis Dumont a été le père de l'anthropologie française dans le domaine de l'indianisme. Bien qu'il soit très controversé, il a marqué la discipline de façon incontestable. Les marqueurs discriminants du pur et de l'impur que j'ai utilisés lui sont directement empruntés.

La chose - importante ! - que l'on peut reprocher à Dumont est qu'il n'a pas vu que le système des castes pouvait changer. Il est vrai que le système a surtout changé après la parution d'*Homo hierarchicus*, en 1966. Aujourd'hui, il y a des intouchables qui se disent fiers d'être Dalits et ne souhaitent en rien imiter le brahmane, leur ennemi - choses impensables dans le cadre de référence organiciste de Louis Dumont.

*
* *

François d'Orcival : Vous avez beaucoup insisté sur l'importance des castes dans l'organisation politique et la vie des partis politiques. Mais quel rôle les religions jouent-elles dans la grande dispersion des partis politiques dont vous avez fait état ? Une religion domine-t-elle un parti ou bien les religions sont-elles dispersées dans les différents partis ? D'autre part, la France a eu des comptoirs en Inde. Quelle trace, quelle influence notre pays a-t-il pu laisser dans l'expression politique de ceux-ci ?

Réponse : Il existe des partis religieux pour certaines minorités. Ainsi les Sikhs (2% de la population indienne) ont-ils leur propre parti. Mais il s'agit d'un cas particulier, car la communauté religieuse concernée est territorialisable - en l'occurrence elle se concentre au Pendjab. Les autres minorités religieuses sont disséminées sur tout le territoire indien. Les musulmans (14% de la population) sont éparpillés. Il n'y a que le Kerala qui, avec 20% de musulmans, ait un parti musulman. Dans les autres États, les musulmans s'organisent dans chaque circonscription pour voter stratégiquement de façon à faire barrage au parti nationaliste hindou. De ce point de vue, on peut parler d'un vote religieux, mais pas au niveau des partis.

De tous les comptoirs français en Inde, seul Pondichéry a gardé une certaine empreinte française. Le milieu français de Pondichéry s'est, en fait, davantage manifesté par des références en droit, par exemple sur la citoyenneté, que par la constitution d'organisations politiques. Il n'y a pas de parti à Pondichéry qui soit né de la présence française.

*
* *

Marianne Bastid-Bruguère : Comment expliquez-vous que les Indiens aient adopté le système représentatif et le mode électoral qui l'accompagne ? On peut s'en étonner car, bien que la sociologie de la Chine ressemblât beaucoup à ce que l'on connaissait en Inde, Taiwan excepté, les Chinois n'ont jamais été vraiment convaincus par ce système.

Par ailleurs, comment expliquez-vous que l'armée indienne soit apolitique et le reste ?

Réponse : Ce ne sont bien entendu pas les basses castes qui ont introduit le système représentatif puisqu'elles étaient, à l'origine, hors du jeu politique. Il s'agit donc de savoir pourquoi les castes supérieures se sont ralliées à ce système. Amartya Sen a expliqué il y a peu de temps que les Indiens étaient « *argumentative* », qu'ils avaient le goût du débat et qu'ils étaient donc naturellement portés vers la démocratie. Peut-être !

Pour ma part, je crois que si le système représentatif a été adopté en Inde, c'est avant tout parce que les élites ont trouvé intérêt à perpétuer ce qui était en place. Cela faisait en effet un demi-siècle que ces élites connaissaient le système représentatif de type britannique en Inde, certains ayant même été membres de la Chambre des Communes, à Londres. Pratiquement toute la classe politique indienne était faite d'avocats – Gandhi, Nehru, Jinnah, etc. – formés au droit en Grande Bretagne. Après 1947, ces avocats ont compris qu'ils n'avaient aucun intérêt à se lancer dans une aventure en abandonnant un système qu'ils dominaient et qu'ils entendaient bien continuer à dominer: ils étaient persuadés qu'ils parviendraient à faire voter les masses paysannes pour eux. C'est de fait ce qui s'est produit - et cela a duré plus de 30 ans.

L'apolitisme de l'armée s'explique lui aussi en grande partie par l'héritage historique. Tous les cadres de l'armée ont été formés à Sandhurst, dans le creuset de l'armée britannique et ont été pénétrés de l'*ethos* qui y prévalait. En outre, le pouvoir civil, et Nehru en premier, a su tenir les militaires en lisière et les diviser. L'Inde n'a en effet pas de chef d'état-major des armées, mais un chef d'état major pour chaque armée, air, terre, marine. Cela a sans doute également contribué à rendre l'armée plus docile.